



Grand Conseil
Secrétariat général
Pl. du Château 6
1014 Lausanne

Postulat

(formulaire de dépôt)

A remplir par le Secrétariat du Grand Conseil

N° de tiré à part : 13_POS_024

Déposé le : 05 MARS 2013

Scanné le : 05 MARS 2013

Art. 118 et 119 LGC Le postulat charge le CE d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de légiférer dans un domaine particulier (attention : le postulat n'impose pas au CE de légiférer, contrairement à la motion et à l'initiative) et de dresser un rapport. Il porte sur une compétence propre ou déléguée du CE. Motivé, le postulat doit exposer clairement la mesure souhaitée ou l'objet du rapport demandé.

Il peut suivre deux procédures différentes : **(a) le renvoi à l'examen d'une commission.**

- Soit le postulant demande expressément, dans son développement écrit, le renvoi direct du postulat à une commission du GC moyennant les signatures d'au moins 20 députés ; dans ce cas, il n'y a pas de débat.

- Soit, lors du développement en plénum et de la discussion, un député ou le CE demande le renvoi à une commission et le GC vote dans ce sens.

(b) la prise en considération immédiate. Un député ou le CE demande la prise en considération immédiate du postulat ; suite au vote du GC, le postulat est soit renvoyé au CE, soit classé.

Délai de réponse dès le renvoi au CE : une année

Titre du postulat

Désenclaver la Broye et assurer une liaison rapide vers Fribourg et Berne

Texte déposé

Les infrastructures, en particulier celles des transports, représentent le fondement d'une économie florissante et d'une société qui fonctionne. Afin que la Suisse puisse continuer de profiter d'excellentes conditions-cadres pour les entreprises et la société, nos infrastructures doivent être adaptées aux exigences toujours plus élevées d'une population croissante.

En matière de transports, particulièrement pour les fonds d'agglomération et pour le rail, la concurrence entre les cantons, les régions et les villes est grande, pour ne pas dire féroce. L'exemple de la 3^{ème} voie ou, dernièrement, du contournement de Morges montrent combien il est important d'être attentif aux débats du Palais fédéral et aux consultations du DETEC, pour continuellement faire valoir nos propositions. De la qualité de ces dernières et de notre présence dans le suivi des dossiers, dépendent les retombées pour notre région et notre capacité à investir pour des projets d'avenir.

Les longs débats concernant l'augmentation du programme « Financement et aménagement de l'infrastructure ferroviaire » (FAIF) en témoignent. Les sommes en jeu sont considérables. On parle de 6,4 mia pour le FAIF jusqu'en 2025. Pour le programme de développement stratégique (STEP) ce sont plus de 40 mia d'ici 2050. Des sommes qui ne comprennent pas le Fonds pour le trafic d'agglomération et les routes nationales.

Dans ce contexte, il convient d'ores et déjà de réfléchir aux projets d'avenir qui seront développés après 2030, soit après les projets du FAIF. L'horaire cadencé a révolutionné nos trains. Il guide

aujourd'hui un nombre toujours plus élevé d'utilisateurs et pousse le réseau, les gares et les passagers à leurs limites. En effet, une à deux fois par heure, les masses de voyageurs saturent les nœuds ferroviaires. Ces derniers devront être aménagés à hauteur de plusieurs milliards. Toutes les gares devront être adaptées pour des trains toujours plus longs. Les coûteux investissements faits pour les trains pendulaires ne permettent de gagner que quelques minutes. Au même moment, des trains avec une capacité de vitesse atteignant 200 km/h seront achetés, alors que le réseau actuel ne permet pas aux trains de circuler à plus de 100 km/h, en raison des courbes ou parce qu'ils risquent de gêner les trains régionaux, les trains-marchandises, les RER et les Intercity. Ce sont ces éléments qui importent aux usagers des trains.

Par ailleurs, notre canton fait partie des régions dont le dynamisme se distingue par rapport au reste de la Suisse. Le lien économie-infrastructures est à ce titre stratégique. Il convient donc de maintenir, voire d'améliorer cette situation. Du fait de son rôle central, du point de vue ferroviaire, dans la Suisse romande, toute modification de son réseau provoque, par effet domino, une amélioration importante sur l'axe Genève-Saint-Gall.

Sur le plan fédéral et d'ici au 28 février dernier, le canton de Vaud a dû prendre position sur le projet d'adaptations de compléments 2012 du Plan sectoriel des transports, parti infrastructure rail. Une consultation qui doit permettre aux cantons, au rythme de tous les quatre ans, de réviser leur plan sectoriel. A ce jour, les plans sectoriels cantonaux laissent plus de place aux assainissements et aux petites modifications qu'aux projets établissant une stratégie sur le long terme.

Les mentions d'un tunnel entre Oron et Vauderens ainsi qu'une correction de voie entre Vauderens et Romont, présentes dans le plan sectoriel, ne répondent que partiellement aux attentes des usagers. Le présent postulat demande au Conseil d'Etat d'envisager, un tunnel entre Lausanne et Vauderens, pour accueillir de nouvelles voies ainsi qu'une piqûre de raccordement au réseau ferroviaire de la Broye afin de désenclaver l'ensemble de ce district.

Un tel tunnel aurait plusieurs avantages. Outre le fait qu'il réduirait le parcours entre Lausanne et Vauderens d'environ 9 km par rapport au tracé actuel, il permettrait un gain de temps substantiel d'environ 12 min sur ce tracé, en raison de la possibilité de circuler à une plus grande vitesse. 12 minutes qui se répercuteront sur l'ensemble de l'axe Genève-Saint-Gall et, plus particulièrement, entre Lausanne et Fribourg. Pour le canton, ce nouveau tronçon provoquera également plusieurs améliorations importantes. Cette voie désenclavera la région Broye-Vully, grâce à la piqûre de raccordement, en la rapprochant de la capitale par le biais du gain de vitesse obtenu. Il permettra également de désengorger les voies actuelles pour le trafic régional entre Fribourg et Lausanne.

Compte tenu de ce qui précède, le présent postulat demande au Conseil d'Etat :

- De présenter ce qui a été demandé dans le cadre de cette consultation fixée au 28 février 2013.
- De proposer le cas échéant à l'Office fédéral des transports (OFT) de compléter le plan sectoriel par un tunnel ferroviaire entre Lausanne et Vauderens, incluant une piqûre de raccordement au réseau ferroviaire de la Broye, et de proposer cette solution dans toute autre consultation de l'OFT.

Commentaire(s)

Conclusions

Développement oral obligatoire (selon art. 120a LGC)

(a) renvoi à une commission avec au moins 20 signatures



(b) renvoi à une commission sans 20 signatures



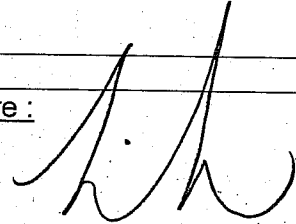
(c) prise en considération immédiate



Nom et prénom de l'auteur :

Christelle Luisier



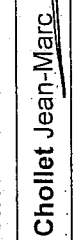


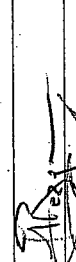
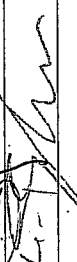


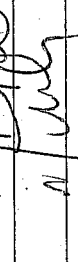
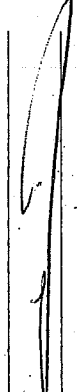

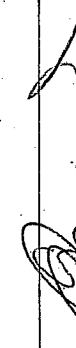




Signature :



Nom(s) et prénom(s) du (des) consort(s) :

Signature(s) :

Liste des députés signataires – état au 28 août 2012

Aellen Catherine		Chappuis Laurent		Epars Olivier
Ansermet Jacques		Cherbuin Amélie		Favez Jean-Michel
Apothéloz Stéphanie		Chevalley Christine		Favrod Pierre-Alain
Attinger Doepper Claire		Chevalley Isabelle		Ferrari Yves
Aubert Mireille		Chollet Jean-Luc		Freymond Cantone Fabienne
Baehler Bech Anne		Chollet Jean-Marc		Gander Hugues
Ballif Laurent		Christen Jérôme		Genton Jean-Marc
Bally Alexis		Christin Dominique-Ella		Germain Philippe
Bendahan Samuel		Collet Michel		Glauser Alice
Berthoud Alexandre		Cornamusaz Philippe		Glauser Nicolas
Bezençon Jean-Luc		Courdesse Régis		Golaz Florence
Blanc Mathieu		Creteigny Gérald		Golaz Olivier
Bolay Guy-Philippe		Creteigny Laurence		Grandjean Pierre
Bonny Dominique-Richard		Crottaz Brigitte		Grobéty Philippe
Borloz Frédéric		De Montmollin Martial		Grognuz Frédéric
Bory Marc-André		Debluë François		Guignard Pierre
Brélaz Daniel		Desmeules Michel		Haldy Jacques
Brélaz François		Despot Fabienne		Haury Jacques-André
Buffat Marc-Olivier		Devaud Grégory		Hurni Véronique
Buffat Michaël		Divoirne Didier		Induni Valérie
Butera Sonya		Dolivo Jean-Michel		Jaquet-Berger Christiane
Cachin Jean-François		Ducommun Philippe		Jaquier Rémy
Calpini Christa		Dupontet Aline		Jobin Philippe
Capt Gloria		Durussel José		Junglaus Delarze Suzanne
Chapalay Albert		Duvoisin Ginette		Kappeler Hans Rudolf

Liste des députés signataires – état au 28 août 2012

Kernen Olivier	Nicolet Jean-Marc	Schaller Graziella
Kunze Christian	Oran Marc	Schobinger Bastien
Labouchère Catherine	Papilloud Anne	Schwaar Valérie
Lachat Patricia	Payot François	Schwab Claude
Luisier Christelle	Pernoud Pierre-André	Sonnay Eric
Mahaim Raphaël	Perrin Jacques	Sordet Jean-Marc
Maillefer Denis-Olivier	Pidoux Jean-Yves	Surer Jean-Marie
Manzini Pascale	Pillonel Cédric	Thuillard Jean-François
Marion Axel	Podio Sylvie	Tosato Oscar
Martinet Philippe	Probst Delphine	Treboux Maurice
Mattenberger Nicolas	Randin Philippe	Trolliet Daniel
Matter Claude	Rapaz Pierre-Yves	Tschopp Jean
Mayor Olivier	Ravenel Yves	Uffer Filip
Meinenberger Daniel	Renaud Michel	Vallat Patrick
Meldem Martine	Rey-Marion Ailette	Venzelos Vassilis
Melly Serge	Rezso Stéphane	Voiblet Claude-Alain
Meyer Roxanne	Riesen Werner	Volet Pierre
Miéville Michel	Rochat Nicolas	Vuarnoz Annick
Modoux Philippe	Romano Myriam	Vuillemin Philippe
Mojon Gérard	Roulet Catherine	Weber-Jobé Monique
Montangero Stéphane	Roulet-Grin Pierrette	Wehrli Laurent
Mossi Michele	Rubattel Denis	Wüthrich Andreas
Neiryneck Jacques	Ruch Daniel	Wyssa Claudine
Neyroud Maurice	Ruiz Rebecca	Yersin Jean-Robert
Nicolet Jacques	Rydlö Alexandre	Züger Eric